



**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE LA COHESION SOCIALE**

Pôle sports jeunesse et vie associative
Greffe des associations
Rue Serge Lifar
CS 97378
34184 MONTPELLIER cedex 4
tel : 04 67 41 72 00

Le numéro W343005054
est à rappeler dans toute
correspondance

**Récépissé de Déclaration de MODIFICATION
de l'association n° W343005054**

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Préfet de l'Hérault

donne récépissé à **Madame la Présidente**
d'une déclaration en date du : **23 février 2017**
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

STATUTS, OBJET

dans l'association dont le titre est :

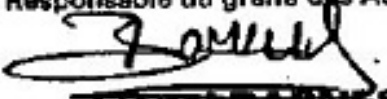
O'JAZZDANCE

dont le siège social est situé : rce Reno Lemaire -bat.B appt.20
300 avenue Gratien Saumade
34690 Fabrègues

Décision(s) prise(s) le(s) : **19 février 2017**

Pièces fournies : Procès-verbal
Statuts

Montpellier, le 23 février 2017

**Pour le Préfet du département de l'Hérault
et par délégation
R/ Le Directeur Départemental de la
Cohésion sociale,
et par subdélégation
Le Responsable du greffe des Associations**

LIONEL BARNES

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.